



Dr. Olivier Burette

Il faut dire que ce pays d'un peu moins de 10 millions d'habitants, enclavé au nord par deux des trois États baltes, la Lettonie et la Lituanie, et à l'ouest par la Pologne, a une proximité directe avec des ex-pays du bloc ou des ex-républiques soviétiques qui ont réussi leur émancipation en devenant non seulement membre à part entière de l'UE, mais aussi — et c'est sans doute fondamentalement — membre de l'OTAN.

Les autres frontières de la Biélorussie sont plus complexes sur le plan géopolitique.

Au sud c'est l'Ukraine, cette ex-république soviétique qui, après sa seconde révolution, a réussi à éliminer la caste politique pro-russe au pouvoir, mais en payant le prix fort : la guerre du Donbass qui n'en finit pas depuis 2014, la Russie soutenant les éléments pro-russes de la région.

Enfin, à l'est il y a la frontière avec l'ancienne URSS dont la Biélorussie devait se séparer à la chute du communisme en août 1991, mais avec laquelle elle devait conserver des liens importants et renforcés après l'arrivée au pouvoir de Loukachenko en 1994. Auparavant avaient été signés à Minsk les accords du même nom, créant ainsi la Communauté des États Indépendants qui devait succéder à l'URSS, le 8 décembre 1991. La Biélorussie, l'Ukraine, la Russie et 11 anciennes républiques devaient en faire partie, le tout présidé par le premier président russe post-soviétique : Boris Eltsine.

Après 1994, les choses changent assez rapidement puisqu'Alexandre Lou-

Août 2020, crise en Biélorussie : révolte ou révolution ?

Les élections du 9 août dernier qui devaient reconduire pour un nouveau mandat de cinq ans Alexandre Loukachenko à la tête de la Biélorussie font l'objet d'une vague de contestations plus forte que d'habitude au rythme de plusieurs manifestations géantes réunissant plus de 100 000 personnes.

kachenko ne va avoir de cesse que de renforcer les liens avec la nouvelle Russie au travers de deux accords. Le premier est signé en 1996. C'est l'Accord de partenariat avec la Russie. Surtout, en 1997, on assiste à la signature d'un Traité d'Union russo-biélorusse, avec comme finalité une potentielle union politique et monétaire.

L'arrivée de Vladimir Poutine en 2000 va temporiser ce processus, mais les liens vont rester, Minsk restant de fait dans l'orbite russe de l'époque tout comme l'était l'Ukraine.

Le régime mis en place par Alexandre Loukachenko devait cependant se durcir, celui-ci muselant toute opposition à ses réélections en 2001, 2006, 2010, 2015 et tout récemment en août 2020.

Celui que l'on qualifie souvent comme étant « le dernier dictateur d'Europe » cumule à présent 26 ans et 1 mois de pouvoir sans partage et commence à devenir un « allié encombrant » pour Moscou, d'autant plus que la proposition récente de médiation de l'UE entre l'opposition et le président biélorusse a eu pour effet que Loukachenko demande le soutien de la Russie voisine dans cette crise que le pays traverse.

Sur le plan géopolitique, on observera que la Biélorussie (un peu comme sa voisine du sud, l'Ukraine) est certes une

marche de la zone historique de l'influence russe, mais qu'elle est entourée et influencée par des voisins désormais intégrés à l'UE, dont le modèle économique et le niveau de vie continuent d'attirer ces populations qui ont vécu plus de 70 ans sous le communisme. Cet aspect se renforce encore si l'on se penche rapidement sur l'histoire de la Biélorussie : berceau des proto-Slaves de l'Antiquité pour devenir la principauté de Polotsk au X^e siècle, elle est intégrée en 1386 dans la République des deux nations que le Grand-Duché de Lituanie et le Royaume de Pologne devaient former jusqu'à la fin du XVIII^e, la partie concernant la Biélorussie finissant par être absorbée par l'Empire russe entre 1772 et 1795. Ce fut ensuite l'intégration de fait dans l'URSS après l'éphémère épisode de la République populaire biélorusse du 25 mars 1918 au 1^{er} janvier 1919.

Dans le cas de la Biélorussie, on peut donc parler d'une forte intégration à la Russie, même si un lointain passé semble l'ancre un peu plus à l'ouest.

Il est donc difficile de dire en cette fin d'été 2020 ce qui se passera en Biélorussie. Il semble difficile d'imaginer un renversement d'Alexandre Loukachenko par l'opposition pro-occidentale sans que la Russie voisine ne réagisse. Est-ce que Vladimir Poutine laissera se dérou-

ler en Biélorussie un scénario de type ukrainien ? On a vu dans la crise ukrainienne la double réaction de Moscou avec la réoccupation de la Crimée et le soutien aux séparatistes russes du Donbass, prolongeant ainsi à n'en plus finir cette guerre qui a en six ans fait près de 13 000 morts civils et militaires.

Une Biélorussie qui deviendrait pro-occidentale changerait la donne dans la région. La simple observation d'une carte permet de le comprendre et cela renforcerait alors la question de la reprise des élargissements de l'UE à l'est — l'Ukraine et la Biélorussie —, terminant ainsi le processus (Moldavie mise à part) d'une intégration au sens large dans l'UE de tous les pays européens, même ceux qui furent d'anciennes conquêtes coloniales de la Russie au XVIII^e siècle comme l'Ukraine et la Biélorussie.

Le contexte de l'automne 2020 ouvre deux questions : l'UE est-elle assez unie pour le vouloir, et, au sens large, les Occidentaux, dont les États-Unis qui sont en pleine campagne présidentielle, le souhaitent-ils ? D'autre part, est-ce que Moscou permettra qu'un scénario à l'ukrainienne se reproduise, et si oui quelle sera alors sa réaction ? Les annonces de Moscou de possibles interventions afin de rétablir l'ordre ne sont en effet pas très rassurantes.

L'ONU fête son 75^e anniversaire dans un contexte tourmenté

(Suite de la page 1)

L'ONU et la question épineuse des tensions croissantes entre les États membres du Conseil de sécurité

Ce qui rend cet anniversaire si particulier ce n'est pas uniquement la forme, mais aussi le fond. Effectivement, si la pandémie de la Covid-19 a bousculé le fonctionnement du sommet dans sa forme, elle a aussi été révélatrice d'un dysfonctionnement profond et d'un monde en désordre comme le montre la formule employée par le président français « notre maison commune est en désordre à l'image de notre monde ».

Chaque pays s'est concentré sur les conséquences nationales de la pandémie au lieu de privilégier une réponse commune à l'échelle mondiale. Cette stratégie n'a fait qu'accroître des tensions et des conflits existants comme le montrent les tensions entre la Chine et les États-Unis, deux membres permanents du Conseil de sécurité. Ainsi, le 22 septembre à l'ONU, le président Trump a accusé Pékin

d'avoir autorisé « les avions à quitter la Chine et infecter le monde », avant d'ajouter que « les Nations unies doivent tenir la Chine pour responsable ». L'affrontement entre les deux grandes puissances économiques mondiales n'est pas nouveau, mais remonte à l'imposition par Washington de sanctions à l'encontre du géant des télécommunications Huawei, perçues par le gouvernement chinois comme un « abus de pouvoir ».

La Chine ou les États-Unis, un régime communiste ou libéral, choisir un camp contre un autre, la question se pose presque naturellement, vivons-nous une « nouvelle guerre froide » ? L'ONU semble muette et sans réponse concrète à cette escalade diplomatique.

L'ONU face à ses échecs

En réalité, la thématique choisie pour cet anniversaire — « réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme » — est déjà révélatrice des faillites de cette organisation internationale. Le constat est le suivant : les organisations

internationales comme l'ONU n'arrivent pas à imposer des normes. Et, de plus en plus, les grandes négociations internationales se font par les États qui décident du degré de leur engagement au détriment du multilatéralisme, d'où les nombreux échecs de l'ONU.

Dans son discours, le président Recep Tayyip Erdoğan a notamment fait le bilan de l'action de l'ONU durant ces dernières années. Selon le président turc, « malgré les idéaux exposés, le système des Nations unies ne peut ni prévenir les conflits ni mettre fin à ceux qui ont déjà commencé ». Il cite par exemple le conflit en Syrie qui rentre dans sa dixième année, avant de citer l'action de la Turquie en matière d'accueil des migrants et pour la lutte contre le terrorisme. Il a aussi dénoncé l'inaction face à l'une des plus grandes crises humanitaires de notre temps, celle au Yémen qui profite à des puissances qui veulent étendre leur puissance dans la région. Le chef de l'État turc a fini par évoquer la question du nucléaire



iranien et l'occupation des territoires palestiniens qui sont des défis considérables que l'ONU peine à relever. Enfin, impossible de passer outre les tensions en Méditerranée orientale face à la Grèce et la France. Recep Tayyip Erdoğan en a profité pour répondre à l'invitation d'Emmanuel Macron d'Ajaccio pour « un dialogue responsable » et pour appeler de ses vœux une conférence régionale où « on examine tous les droits et intérêts de tous les pays de la région ». Il a notamment insisté à cet égard sur les intérêts des Chypriotes turcs.

* Lamia Bensid